



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-le-Temple, le 01/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIBELCO France

2 rue de Foljuif
77140 Saint-Pierre-Lès-Nemours

Références : E/25-225

Code AIOT : 0006500137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 de la carrière SIBELCO France implanté Le Bois de la Justice 77780 Bourron-Marlotte. L'inspection a été annoncée le 19/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO France
- Le Bois de la Justice 77780 Bourron-Marlotte
- Code AIOT : 0006500137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n° 2021-07/DCSE/BPE/M du 15 avril 2021, la société SIBELCO France est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables industriels et de grès, d'une superficie totale de 95 ha 09 a 24, sur le territoire de la commune de Bourron-Marlotte, au lieu-dit « Le Bois de la Justice ». Cette autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 20 ans.



2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prise en compte de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 5.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
3	Accès	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.4 de l'annexe	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Suivi annuel	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Chapitre 10	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en défens de certaines zones de la carrière est à refaire.

L'exploitant doit mettre en place la signalisation prévue de part et d'autre de l'accès à la carrière.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le bilan des mesures de prise en compte de l'environnement naturel et le bilan annuel global 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prise en compte de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 5.21
Thème(s) : Autre, Mesures d'évitement et de réduction des impacts
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 11/03/2025
Prescription contrôlée : <p>Article 5.21. Mesures d'évitement et de réduction des impacts</p> <p>L'exploitant met en œuvre toutes les mesures d'évitement, de réduction des impacts décrites dans l'étude d'impact de son dossier à partir de la page 178.</p> <p>Les prescriptions à respecter sont notamment les suivantes :</p> <p>Mesures génériques en phase d'exploitation et remise en état :</p> <ul style="list-style-type: none">• MET1 Implantation des zones de dépôt (même temporaires), des accès, etc; hors des secteurs d'intérêt écologique reportés sur la carte jointe en annexe;• - MRT et MR2 Mesures classiques de prévention des pollutions: Formation de l'ensemble du personnel sur les procédures à suivre en cas d'incident, présence d'un kit anti-pollution dans chaque engins ; Utilisation d'un parc d'engins et de matériel de bonne qualité avec contrôle régulier et aucun entretien ni lavage de matériel sur la carrière. Tous les entretiens ont lieu à l'usine de traitement.• - MR3 Remise en état du site (Alouette lulu), et exploitation des fronts de tailles occupés par l'Hirondelle de rivage en dehors des périodes sensibles pour les oiseaux. La remise en état progressive du site et l'exploitation des fronts de taille occupés par l'Hirondelle de rivage seront menées en dehors de la période de reproduction des oiseaux (éviter mars à août inclus) pour éviter la destruction de couvées ou de nichées. Pour toutes les espèces d'oiseaux de la carrière, la destruction de nids vides est sans conséquence, car les nids ne sont pas réutilisés d'une année sur l'autre;• Mesures d'évitement relatives aux espèces envahissantes :<ul style="list-style-type: none">• - MI1 Utilisation d'engins non contaminés par des espèces envahissantes; Afin d'éviter tout apport de nouvelles espèce , il sera important de veiller à ce que les engins ne proviennent pas de secteurs envahis par des espèces invasives et si besoin laver soigneusement ces engins avant leur arrivée sur site;• - MI2 Sensibilisation et formation du personnel à la reconnaissance des espèces envahissantes présentes dans la zone d'exploitation et ses proches abords pour éviter la colonisation ou lapropagation et la diffusion du Raisin d'Amérique, du Robinier faux acacia, de l'Ailante Glanduleux, de l'Erable negundo ou de la Vigne vierge commune;• MI3 Après arrachage manuel ou avec une petite pelle mécanique, ramassage des résidus végétaux des espèces envahissantes puis élimination selon la réglementation en vigueur. Les individus de Robinier faux acacia, d'Ailante glanduleux, d'Erable negundo, de Vigne-vierge commune ou de Raisin d'Amérique seront déracinés à la main ou bien à l'aide d'une petite pelle mécanique. Le cas échéant, les résidus végétaux de ces espèces devront être

éliminés selon la réglementation en vigueur. M14 Avant les interventions sur le cavalier, un écologue fera une visite du site pour pointer précisément les stations d'espèces envahissantes (l'Érable negundo, l'Ailante glanduleux et la Vigne-vierge commune...). En cas de présence de ces espèces qui seront abattues ou arrachées, le premier mètre de matériaux sera utilisé pour le remblaiement profond de la remise en état la carrière.

- Mesures spécifiques aux espèces à enjeux :
- ME1 Implantation des zones de dépôt (même temporaire), des accès, etc; hors des secteurs d'intérêt écologique (Epipactis brun rouge et Spargoute printanière reportés sur la carte située après la page 179 de l'étude d'impact);
- MR3 Remise en état du site (Alouette lulu), et exploitation des fronts de tailles occupés par l'Hirondelle de rivage en dehors des périodes sensibles pour les oiseaux. La remise en état progressive du site et l'exploitation des fronts de taille occupés par l'Hirondelle de rivage seront menées en dehors de la période de reproduction des oiseaux (éviter mars à août inclus) pour éviter la destruction de couvées ou de nichées. Pour toutes les espèces d'oiseaux de la carrière la destruction de nids vides est sans conséquence, car les nids ne sont pas réutilisés d'une année sur l'autre.

Constats :

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'un bilan des mesures décrites à cet article doit être transmis à l'inspection chaque année avant le 1er février. Cela n'a pas été fait.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection un bilan annuel des mesures, depuis 2021 avant le 15 octobre 2025 en même temps que le bilan annuel global 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.5

Thème(s) : Autre, Mise en défens

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en défens les zones de Epipactis brun rouge et de Spargoute printanière reportées sur la carte située après la page 179 de l'étude d'impact.

Constats :

Le bureau d'étude est intervenu en début d'été, l'exploitant lui a fourni des piquets et du grillage avertisseur.

Cependant l'inspection a constaté sur site que la mise en défens est déjà hors d'usage: le grillage avertisseur n'est pas maintenu en place.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant rétablit avec l'aide d'un écologue la mise en défens de zones concernant l'Epitactis brun rouge et la Spargoute printanière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.4 de l'annexe
Thème(s) : Autre, Aménagement préliminaire
Prescription contrôlée : Le débouché du site sur la voirie publique est signalé et aménagé pour ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Les aménagements de l'accès à la voirie publique font l'objet d'un accord entre le service gestionnaire de celle-ci et l'exploitant. Des panneaux de signalisation de type A14 avec mention « sortie de carrière » sont implantés de part et d'autre du débouché de l'accès. La voie d'accès à la carrière est goudronnée jusqu'au débouché sur la voie publique.
Constats : la signalisation prévue à l'article 4.4 de l'annexe de l'arrêté préfectoral n'est pas en place. Cette non-conformité a déjà été constatée lors de l'inspection du 26 septembre 2022. Le délai donné à l'exploitant pour lever cette non-conformité avait été fixé à 2 mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place la signalisation prévue à l'article 4.4 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Suivi annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Chapitre 10
Thème(s) : Autre, documents à transmettre
Prescription contrôlée : Le chapitre 10 décrit l'ensemble des documents concernant l'année n à transmettre à l'inspection au 1er février n+1
Constats : L'exploitant n'a pas transmis de suivi annuel à l'inspection au titre de l'année 2024. L'exploitant s'engage à le faire avant le 15 octobre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le suivi annuel 2024 décrit au chapitre 10 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 avant le 15 octobre 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

